

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://fakirpresse.info/La-fiction-des-relocalisations,251.html>

La fiction des « relocalisations » (2)

- Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 23 septembre 2011

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Ces deux tableaux de l'INSEE racontent, en raccourci, une histoire de notre pays, une histoire populaire, une histoire ordinaire, une histoire avec un scénario immuable. Qu'on les passe donc en revue, ces « 30 plus grands établissements de la Somme ». Froidement. Et cliniquement.

SOMME	
Les 30 plus grands établissements au 31 décembre 1996	
Raison sociale	Effectif en 1996
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL	4 650
COMMUNE D'AMIENS	2 100
GOODYEAR FRANCE	1 650
DEPARTEMENT DE LA SOMME	1 550
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS I	1 350
CENTRE HOSPITALIER GENERAL	1 000
VALEO EMBRAYAGES DIVIS. FRANCE	1 000
CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE	950
SOC NAT INDUST AEROSPATIALE	900
MAGNETI MARELLI FRANCE	900
PROCTER & GAMBLE AMIENS	850
DUNLOP FRANCE	850
WHIRPOOL FRANCE	850
ETS BONDUELLE	800
MYLENE PRODUCTS	750
CENTRE HOSP SPECIALISE P PINEL	750
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE	700
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS II	650
DOCKS DE FRANCE LA RUCHE PICARDE	600
LE CARBONE LORRAINE	500
CCAS	500
COMMUNE D'ABBEVILLE	450
SIEGES DE FRANCE	450
SOC DELSEY	450
LAINIERE DE PICARDIE	400
HYPERMARCHE MAMMOUTH	400
GENERALE SUCRIERE SNC	400
REXIM RECHERCHES EXPORTATION	400
FLODOR INDUSTRIE SA	350
HOPITAL DE PERONNE	350

■ Usines présentes dans la Somme

Source : Insee - Bridge

SOMME Les 30 premiers établissements au 31 décembre 2008	
Raison sociale	Tranche d'effectif
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS	3 000 à 3 999
REGION PICARDIE	2 000 à 2 999
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SALOUËL	2 000 à 2 999
COMMUNAUTE AGGLO AMIENS METROPOLE I	1 500 à 1 999
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS I	1 000 à 1 500
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE I	1 000 à 1 500
AIRBUS FRANCE	1 000 à 1 500
CENTRE HOSPIATLIER ABBEVILLE	1 000 à 1 500
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE II	750 à 999
CTRE HOSPITALIER SPECIALISE PHILIPPE PINEL	750 à 999
VALEO EMBRAYAGES	750 à 999
DEPARTEMENT DE LA SOMME	750 à 999
COMMUNAUTE AGGLO AMIENS METROPOLE II	750 à 999
UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE	750 à 999
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE LA HOTOIE	750 à 999
PROCTER & GAMBLE AMIENS	750 à 999
COMMUNE D'AMIENS	750 à 999
BONDUELLE CONSERVE INTERNATIONAL	500 à 749
BONDUELLE SURGELE INTERNATIONAL	500 à 749
COMMUNE D'ABBEVILLE	500 à 749
COMMUNAUTE AGGLO AMIENS METROPOLE III	500 à 749
OMIENS 2	500 à 749
CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE MUTUELLE	500 à 749
SOC NAT DES CHEMEINS DE FER FRANÇAIS II	500 à 749
ACADEMIE D'AMIENS	500 à 749
FRANCE TELECOM	500 à 749
DIR DEP DES POLICES URBAINES DE LA SOMME	250 à 499
AUCHAN FRANCE	250 à 499
SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS	250 à 499
WHIRPOOL FRANCE SAS	250 à 499

Source : Insee - Clap2008

Un catalogue de débâcles

Ce qui est déjà fait :

900 emplois en 1991, 350 en 1996, 0 aujourd'hui. Fermée.

Ça a fait l'actualité, à la fin de l'été 2003 : le directeur, italien, de l'usine de chips a déménagé en douce le matériel. Mais les salariés, guidés par les syndicats, suivis par un inspecteur du travail, l'ont surpris en flagrant délit et ont

bloqué les camions. Après cette gaffe, le *Courrier picard*, et *La Gazette* dans sa roue, ont titré sur « *l'affaire qui a choqué la Picardie* ». Le président du Conseil général s'est déclaré « *indigné face à ces agissements inacceptables* », et celui du Régional « *scandalisé par la méthode* ». La « *méthode* », voilà le péché mignon. Depuis, la direction en est revenu à des « *agissements plus acceptables* » et a fermé en toute tranquillité, (presque) dans les règles, pour rapatrier les machines et la production en Italie.

900 emplois en 1996. 85 aujourd'hui. Filiale de Fiat, vendue, revendue, renommée. « *Ils ont envoyé notre outillage vers l'Espagne, l'Italie, la Pologne. Ensuite, où le matériel est parti, on n'arrivait plus à suivre* » (Guy Thomä, CGC). Ces industries, au passage, ne sont pas tellement remplacées par « *des sociétés de services* » : un centre d'appels, simplement, « *OMIEN 2* », a fait son apparition dans le classement - ainsi que « *France Télécom* ». Sinon, pour le reste, c'est de l'emploi public qui truste les places : les pompiers (le « *service départementale d'incendie et de secours* »), la police (« *la direction départementale des polices urbaines* », l'Académie d'Amiens, etc. Quand on se raconte, après ça, que ce n'est pas si grave, qu'un peu de formation, un chouia de microcrédit pour l'auto-entreprise, des services à la personne et la difficulté sera réglée, je me dis qu'ils habitent sur la lune, ces experts. Tandis qu'on se trouve, ici, au premier rang d'un séisme économique, et forcément social - dont les secousses ne sont pas achevées.

400 emplois en 1996, 0 aujourd'hui. Fermée.

La sucrerie d'Eppeville vient d'effectuer sa dernière campagne. Son [site Internet](#) stipule néanmoins que Saint Louis Sucre est un « *industriel responsable et respectueux* ». « *Rattachée au premier sucrier européen, Südzucker* », depuis 2001, la compagnie a racheté, entre autres, la Société sucrière de Silésie (en Pologne) et « *réorganise* » depuis sa production.

400 emplois en 1996, 200 aujourd'hui. Disparue de la liste.

« *Avec des licenciements économiques, comme un peu partout.* »

450 emplois en 1996, 25 aujourd'hui pour la logistique. L'usine a fermée, est partie en Asie. « *Delsey, né pour bouger* ». C'est le slogan qu'affiche cette marque de valises haut de gamme. Promesse tenue : les bagages ont « *bougé* » - via une « *joint-venture créée avec les Chinois* » ([site Internet du groupe](#)).

450 emplois en 1996, 0 aujourd'hui. Fermé.

Après une montée en puissance, le Groupe Parisot - dirigé par l'oncle de Laurence patronne du MEDEF - a revendu cette usine à son directeur général. Qui s'est chargé de la liquidation. Les Parisot ont par ailleurs ouvert quatre sites en Roumanie.

500 emplois en 1996. Disparue du classement.

En parallèle, le 11 octobre 2007, Carbone Lorraine inaugurerait sa « *nouvelle usine de Chongqing* », son quinzième atelier en Asie, « *qui permettra d'ici quelques années de doubler la capacité de production de graphite isostatique* ». Au cours du troisième trimestre 2007, le Groupe a enregistré « *un chiffre d'affaires consolidé de 174 MEuros, en hausse de 13 %* », le « *résultat opérationnel a atteint 61 millions d'euros en 2006, avec une marge opérationnelle de 9,5 %* », comme quoi « *l'ambition de se transformer en société de croissance est désormais bien engagée* ».

Ce qui est à venir :

1000 emplois en 1996, 750 aujourd'hui.

L'équipementier automobile joue aux chaises musicales avec ses usines : à Sissone, à Dreux, à La Bastide, tout le monde descend : direction la Tchèque. À Nogent et à La Suze, la branche "radiateur" et ses 180 emplois est menacée. À Reims, le "radiateur moteur" doit partir en Slovaquie, avec 254 emplois à la clé. De Saint-Ouen, on ramène tout sur Amiens. D'Amiens, on tente de pousser l'embrayage vers la Pologne... mais comme la qualité ne convient pas, on ramène tout sur Amiens ! Avant de fermer la fonderie des "plateaux d'embrayage" (160 emplois). Et le site d'Abbeville vient d'annoncer un « *plan de sauvegarde de l'emploi* », qui comprend 118 suppressions de CDI, plus 150 intérimaires, avant une « *délocalisation programmée vers la Slovaquie* ».

900 emplois en 1996. Devenu EADS, et revendu à la filiale AéroliA. Jusqu'ici, les effectifs se maintiennent. L'objectif affiché d'EADS, c'est désormais de produire « *50 % des avions dans les pays à bas coût de main d'œuvre* ». Une usine vient d'ouvrir en Chine. Des délocalisations devraient suivre, d'après les cadres, à commencer par les sites revendus (Méaulte en France, Filton au Royaume-Uni et Nordenham en Allemagne).

« Pour donner un avenir au complexe d'Amiens, acceptez-vous ce projet qui devra être finalisé par un accord avec les représentants du personnel ? » Voilà la question que la direction de Dunlop-Goodyear a posée à ses salariés (dans son projet, la direction souhaitait réorganiser le travail en quatre équipes qui tourneraient sur huit jours - un système baptisé 4X8 - contre cinq équipes actuellement. Les équipes du week-end feraient 35 heures comme les autres au lieu de 28 et perdraient 10% de majoration de salaire, selon les syndicats). Avec, dedans, un chantage clair : c'était OUI ou « le désastre », OUI ou le « complexe d'Amiens n'avait pas d'avenir ». Et le directeur menaçait encore plus franchement : « C'est au prix de ce plan que nous pourrions garder des emplois en France. » Les Dunlop ont sauvé leur peau en l'acceptant, ce projet...

650 emplois en 1996, 0 tôt ou tard.

Face au même référendum que leurs collègues de Dunlop, les ouvriers de Goodyear ont voté « non » à 75 %. Devant pareil affront, la direction est décidée à se venger. Les procédures devant les tribunaux retardent l'échéance, mais l'épilogue est écrit : la plus grosse usine de Picardie sera rayée de la carte.

850 emplois en 1996, moins de 300 aujourd'hui.

Après les lave-linge, partis pour la Slovaquie, les sèche-linge sont désormais sur la sellette : « Nous devons réduire nos coûts de 5 Euros par produit », explique le directeur. D'où le projet « Optima », qui prévoit d'abord, bien sûr, « la remise à plat des accords sociaux sur les horaires et les rémunérations », et ensuite, évidemment, « une réduction d'effectifs » : façon d'annoncer un troisième « plan social », avec « 195 suppressions de postes ». Pendant ce temps, les « résultats flambent au troisième trimestre 2007 », avec « un bénéfice net des opérations continues de 175 M\$, en croissance de 50% par rapport aux 117 M\$ de l'an passé. »

[Lire la suite](#)